



## COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'attention de: la rédaction sociale et économique

Date: 23/01/15

# Les véritables effets des mesures du gouvernement Michel : La CNE dépose un préavis général pour couvrir des assemblées d'information dans les entreprises

Réunie en Comité national, la CNE a décidé de déposer un préavis général d'action, pour couvrir tous les arrêts de travail et autres actions menées en janvier et février dans les entreprises, dans le cadre de la mobilisation contre les mesures du gouvernement Michel.

Derrière l'écran de fumée répandu par le gouvernement, la réalité est bien que tous les travailleurs subiront, dans les prochains mois et années, des pertes très importantes et particulièrement injustes. Les [calculs détaillés](#) démontrent l'importance de ces pertes. Et la CNE s'inscrit pleinement dans l'analyse de la CSC

: le mini-compromis négocié par le Groupe des Dix fin décembre n'a rien changé au déséquilibre fondamental de l'accord de gouvernement.

**Nous voulons donc informer les travailleuses et travailleurs des suites de la mobilisation exceptionnelle de cet automne, préparer les futures mobilisations au besoin, et soutenir les représentants syndicaux dans leurs négociations actuelles avec les employeurs au sein du Groupe des Dix. Pour cela, là où un arrêt de travail sera nécessaire, nous le couvrirons.**

Le Comité national a pointé en particulier le refus plus clair que jamais du **saut d'index** : à quoi servirait-il d'obtenir une « marge salariale » qui permettrait à quelques secteurs de négocier (peut-être...) quelques dixièmes de pourcents... si en même temps tous les travailleurs du pays, et tous les pensionnés et allocataires sociaux, perdent définitivement 2% ? Deux éléments de l'actualité viennent renforcer cette analyse :

- **Une taxe sur les grandes fortunes permettrait de remplacer le saut d'index** et d'aider les entreprises, sans désorganiser notre système de concertation sociale et sans frapper les plus faibles et la consommation intérieure
- L'action « historique » de la BCE ce jeudi démontre que **le danger qui menace l'Europe est bien la déflation**. La hausse des salaires, et à tout le moins le maintien de leur valeur réelle, est une réponse à la déflation bien plus directe et plus puissante que tous les « quantitative easings » du monde.

Les organisations syndicales en front commun défendent depuis des mois 4 revendications essentielles : pouvoir d'achat, justice fiscale, emploi et sécurité sociale forte. Sur chacune de ces quatre priorités du front commun syndical, les attentes de nos affiliés - et la mobilisation - restent donc entières.



*Si l'actualité sociale et économique vous intéresse, n'hésitez pas à consulter [l'espace presse](#) de notre site, et à nous suivre sur les réseaux sociaux.*

**Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter le responsable CNE en charge du dossier :**

**Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général:  
0478/29.59.50**



**Julie Coumont**

Responsable Communication CNE

0477/46.19.21

[www.cne-gnc.be](http://www.cne-gnc.be)